



ARRÊTÉ n° 2026/701

Portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de la Ville de Gien,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4,
 Vu le Code de la route,
 Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 novembre 1997 relative au domaine communal, à la gestion directe par la ville à compter du 1^{er} janvier 1998, des foires et marchés, fêtes foraines, occupations diverses du domaine public de la ville,
 Vu la décision n°2024/160 du 23 décembre 2024 relative à la révision des tarifs communaux, droits de place,
 Vu la demande en date du 28 juillet 2026 de Monsieur Cédric Helip, 25 rue Lejardinier, 45500 Gien,

ARRÊTE

- Article 1 -** A l'occasion de travaux de coulage de béton, le stationnement d'un véhicule de la SARL TPLG est autorisé sur deux emplacements de stationnement situés au droit du n°25 rue Lejardinier, le lundi 17 août 2026 de 8h00 à 12h00.
- Article 2 -** La circulation de tous les véhicules sera interdite pendant toute la durée de l'intervention.
- Article 3 -** La signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques municipaux.
- Article 4 -** Dans le cadre de l'occupation du domaine public le demandeur s'engage à verser la somme due au titre des droits de place.
- Article 5 -** Tout véhicule en infraction sera considéré comme gênant conformément à l'article R.417-10 du Code de la route et passible d'une mise en fourrière aux frais de son propriétaire.
- Article 6 -** La présente autorisation sera abrogée dès la fin de la période fixée à l'article 1.
- Article 7 -** Monsieur le Maire de Gien est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 8 -** DIFFUSION À :
- Monsieur Cédric Helip,
 - Madame la directrice des services techniques,
 - Garage Croisé, 44 route de Saint-Martin, 45500 Poilly-Lez-Gien,
 - Monsieur le commandant de la compagnie de gendarmerie de Gien,
 - Monsieur le chef de service de la police municipale,
 - Monsieur le chef du centre de secours de Gien.

Fait en Mairie de Gien, le 28 juillet 2026



Par délégation du Maire,
 Laurent Rougeron

L'Adjoint en charge de l'Aménagement, des Travaux et du Cadre de Vie.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Certifie l'affichage le : **11.08.26**